



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf.:DCPI-BICPE - CA

**Arrêté préfectoral prescrivant des mesures
conservatoires à la société UNI PACKAGING HELIO
pour la poursuite d'exploitation de son établissement
situé à CAUDRY.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;

Vu le Guide INERIS de novembre 2016 intitulé « Surveillance dans l'air autour des Installations Classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 2016 prescrivant des mesures conservatoires à la SAS ROLAND UNI PACKAGING dans l'attente de la régularisation administrative de ses activités exercées à CAUDRY ;

Vu l'enregistrement au Tribunal de commerce d'Arras qui indique un changement de dénomination à compter du 31 décembre 2015 et précise :

Ancienne dénomination : ROLAND UNI PACKAGING
Nouvelle dénomination : UNI PACKAGING HELIO ;

Vu le rapport de la société IRH relatif au contrôle inopiné du 25 mai 2018 sur les rejets atmosphériques de la machine d'héliogravure ROTOMEC ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 14 août 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 25 septembre 2018 ;

Considérant le dépassement supérieur à 50 fois la valeur limite en concentration de composés organiques volatils (COV) constaté lors du contrôle inopiné du 25 mai 2018 dans les rejets atmosphériques de la machine d'héliogravure ROTOMEC ;

Considérant que, en l'état actuel des rejets, les flux de COV sont parmi les plus importants de la région (9ème émetteur régional) et qu'il convient d'en rechercher l'impact sur l'environnement et les populations avoisinantes ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société UNI PACKAGING HELIO dont le siège social est situé 24 hameau de la Neuville à AVERDOINGT (62127) est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé à CAUDRY (59540), 9006 rue de l'Europe.

Article 2 - Campagne de surveillance environnementale

Afin de déterminer à travers une campagne de mesure ponctuelle si les retombées locales des émissions atmosphériques (diffuses et canalisées) actuelles du site dégradent ou risquent de dégrader l'environnement, l'exploitant transmet sous 15 jours à l'Inspection des installations classées un protocole de surveillance de l'environnement. Ce protocole doit être mis en œuvre sous 1 mois sauf avis contraire de l'Inspection des installations classées.

La surveillance porte sur l'air ambiant, compartiment susceptible d'être impacté par les rejets atmosphériques de l'établissement.

Les paramètres analysés dans l'air ambiant sont les principaux COV utilisés par l'établissement :

Composés	N°CAS
Acétate d'éthyle	141-78-6
Acétate d'isopropyle	108-21-4
Acétate de propyle	109-60-4
Acétone	67-64-1
Cyclohexane	110-82-7
Ethanol	64-17-5
COV totaux	-

Les prélèvements dans l'air ambiant sont réalisés au cours d'une période de fonctionnement représentative de l'activité du site.

Article 3 - Modalités de surveillance de l'environnement

L'exploitant effectue un suivi des concentrations en un minimum de 3 points. La localisation des points est déterminée par l'exploitant de manière à retenir a minima un point sous les vents dominants, un point sous les vents secondaires et un point témoin (non exposé aux rejets de l'installation et en dehors de l'exposition par d'autres sources aux polluants retenus).

Les points retenus devront être représentatifs des impacts des émissions diffuses et canalisées sur les cibles les plus exposées.

La surveillance des concentrations dans l'air ambiant est réalisée sur une période de 15 jours en période représentative de l'activité du site et des conditions météorologiques.

La durée de prélèvement doit être augmentée par l'exploitant si celle fixée dans le présent arrêté ne permet pas d'atteindre les seuils de quantification souhaités (valeurs réglementaires et/ou valeurs toxicologiques de référence).

Durant la campagne de mesure, l'exploitant réalise un suivi des conditions météorologiques (rose des vents). L'exploitation des données météorologiques doit permettre d'identifier les directions de vents les plus fréquentes et les vitesses associées.

Article 4 - Exploitation des résultats de la surveillance environnementale

La surveillance environnementale fait l'objet d'un rapport qui sera communiqué à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la fin de la campagne.

Ce rapport comprend a minima :

- un relevé précis des conditions d'exploitation durant la campagne de mesure (COV utilisés, volume d'activité, typologie d'activité en fonctionnement normal et dégradé);
- une carte de localisation des points de prélèvement avec la justification argumentée de leur emplacement ;
- l'ensemble des résultats avec les dates de la campagne de mesure ;
- les données météorologiques enregistrées au cours de la campagne de mesure sous une forme permettant de visualiser la direction (ou l'origine) des vents et leur vitesse ainsi que la direction des vents (ou l'origine) ;
- une interprétation des résultats.

L'exploitation des résultats se fait sur la base du guide réalisé par l'INERIS « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires ».

Elle permet de conclure quant à la dégradation des milieux et à leur compatibilité avec les usages définis.

Article 5 - Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue aux articles 2, 3 et 4 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 - Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Article 7 – Décision et notification

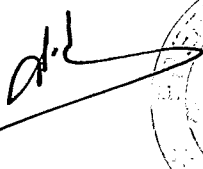
La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de CAUDRY,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de CAUDRY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 12 OCT. 2018

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,


Thierry MAILLES

